Secef Expertise Conseil Audit

PATRICK BACI
LOIC DAUPHIN
OLIVIER DIETSCH
MARINE DUMONTEIL
PATRICE GODARD
MARIE HECK
MARC LE BRUN
ALAIN MIGOT

OGEC UNION SAINT MICHEL POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES ET DES ADULTES

Rapports du commissaire aux comptes

Exercice clos le 31 août 2021

Secef Expertise Conseil Audit

OGEC UNION SAINT MICHEL POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES ET DES ADULTES

Association
Siège social : Chartreuse de Bosserville, 54510 ART SUR MEURTHE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2021

ABSOLUCE Conseils d'entrepreneurs

Secef Expertise Conseil Audit

OGEC UNION SAINT MICHEL

Association
Siège social : Chartreuse de Bosserville, 54510 ART SUR MEURTHE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2021

A l'Assemblée Générale de OGEC UNION SAINT MICHEL,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEC UNION SAINT MICHEL relatifs à l'exercice clos le 31 août 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications Spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et

d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son activité. Cette appréciation s'appuie sur les

éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

NANCY, le 8 février 2022

Le Commissaire aux comptes
Société d'Expertise Comptable Economique et Financière – Secef

Signé électroniquement le 08/02/2022 par
Alain Migot

Alain MIGOT

Bilan

ACTIF	Exercice clos le 31/08/2021 (12 mois)				Exercice précédent 31/08/2020 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:						
Concessions, brevets, droits similaires	27 247	23 644	3 603	0,09	2 230	0,07
Autres immobilisations incorporelles	13 324	5 001	8 323	0,20	10 224	0,31
IMMOBILISATIONS CORPORELLES:						
Terrains	196 770	135 214	61 556	1,49	61 556	1,89
Constructions	6 235 488	5 643 949	591 539	14,34	646 525	19,85
Installations techniques, matériel & outillage industriels	5 288 017	4 578 684	709 333	17,20	688 089	21,12
Autres immobilisations corporelles	5 310 890	5 003 773	307 117	7,45	150 212	4,61
Immobilisations corporelles en cours	212 310		212 310	5,15	193 561	5,94
IMMOBILISATIONS FINANCIERES:						
Prêts	115 345		115 345	2,80	120 797	3,71
Autres immobilisations financières	1 029		1 029	0,02	1 029	0,03
TOTAL (I)	***17 400 419***	***15 390 265***	***2 010 155***	48,74	***1 874 223***	57,53
STOCKS ET EN COURS:						
En cours de production de biens et services	2 632		2 632	0,06	2 632	0,08
Avances & acomptes versés sur commandes	24 862		24 862	0,60	28 186	0,87
Créances usagers et comptes rattachés	67 323	58 132	9 191	0,22	11 518	0,35
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs	5 818		5 818	0,14	383	0,01
. Personnel					204	0,01
. Autres	453 771		453 771	11,00	186 111	5,71
Disponibilités	1 462 727		1 462 727	35,47	1 005 124	30,85
Charges constatées d'avance	155 179		155 179	3,76	149 259	4,58
TOTAL (II)	**2 172 311**	**58 132**	**2 114 180**	51,26	**1 383 416**	42,47
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	***19 572 731***	***15 448 396***	***4 124 334***	100,00	***3 257 639***	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/08/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/08/2020 (12 mois)	
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:				
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise	516 431	12,52	516 431	15,85
Réserves	1 469 350	35,63	1 469 350	45,10
Report à nouveau	-245 597	-5,94	-746 971	-22,92
Résultat de l'exercice	915 886	22,21	501 374	15,39
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
-Fonds associatifs avec droit de reprise				
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
-Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	693 792	16,82	628 305	19,29
TOTAL(I)	***3 349 861***	81,22	***2 368 489***	72,71
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	265 166	6,43	311 895	9,57
TOTAL (II)	***265 166***	6,43	***311 895***	9,57
FONDS DEDIÉS				
TOTAL(III)				
DETTES				
Emprunts et dettes assimilées	158 194	3,84	7 496	0,23
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	13 487	0,33	11 714	0,36
Fournisseurs et comptes rattachés	102 733	2,49	66 523	2,04
Autres	179 972	4,36	442 546	13,58
Produits constatés d'avance	54 921	1,33	48 977	1,50
TOTAL(IV)	***509 307***	12,35	***577 255***	17,72
TOTAL PASSIF	**4 124 334**	100,00	***3 257 639***	100,00

ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

Compte de résultat

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/08/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/08/2020 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:						
Ventes de biens et services						
- Ventes de biens	6 498		7 818		-1 320	-16,87
- dont ventes de dons en nature			884		-884	-100,00
- dont ventes de biens relatives aux activités médico-sociales						
- Ventes de prestations de services	1 381 727		2 018 251		-636 524	-31,53
- dont prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales						
Produits de tiers financeurs						
- Concours publics et subventions d'exploitation	14 079		662 711		-648 632	-97,87
- Contributions des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales	2 334 407				2 334 407	N/S
- Ressources liées à la générosité du public						
- Contributions financières	108 804		203 340		-94 536	-46,48
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges	77 003		36 627		40 376	110,24
Autres produits	260 802		302 872		-42 070	-13,88
Total des produits d'exploitation (I)	***4 183 321***		***3 231 620***		***951 701***	29,45
CHARGES D'EXPLOITATION:						
Achats de marchandises	5 570		9 751		-4 181	-42,87
Autres achats et charges externes	1 421 213		963 590		457 623	47,49
Impôts, taxes et versements assimilés	60 757		66 200		-5 443	-8,21
Salaires et traitements	899 766		924 980		-25 214	-2,72
Charges sociales	361 529		398 776		-37 247	-9,33
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	452 109		440 199		11 910	2,71
Dotations aux provisions	16 309		8 380		7 929	94,62
Autres charges	85 156		49 488		35 668	72,07
Total des charges d'exploitation (II)	***3 302 411***		***2 861 364***		***441 047***	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	***880 910***		***370 256***		***510 654***	137,92
PRODUITS FINANCIERS:						
Autres intérêts et produits assimilés	1 414		1 200		214	17,83
Total des produits financiers (III)	***1 414***		***1 200***		***214***	17,83
CHARGES FINANCIERES:						
Intérêts et charges assimilées	87		50		37	74,00
Total des charges financières (IV)	***87***		***50***		***37***	74,00
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	***1 327***		***1 150***		***177***	15,39
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	***882 237***		***371 406***		***510 831***	137,54
PRODUITS EXCEPTIONNELS:						
Sur opérations de gestion	834		85 891		-85 057	-99,02
Sur opérations en capital	2 750				2 750	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges	56 364		67 824		-11 460	-16,89
Total des produits exceptionnels (V)	***59 948***		***153 715***		***-93 767***	-60,99

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/08/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/08/2020 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	26 147	23 575	2 572	10,91
Total des charges exceptionnelles (VI)	***26 147***	***23 575***	***2 572***	10,91
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	***33 802***	***130 140***	***-96 338***	-74,02
Impôts sur les bénéfices (VIII)	153	172	-19	-11,04
Total des produits (I + III + V)	4 244 683	3 386 535	858 148	25,34
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 328 797	2 885 161	443 636	15,38
EXCEDENT OU DEFICIT	***915 886***	***501 374***	***414 512***	82,68
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales				

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature	265 670	266 450		
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL	***265 670***	***266 450***		
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services	260 218	260 218		
Prestations				
Personnel bénévole	5 452	6 232		
TOTAL	***265 670***	***266 450***		

Annexe aux comptes annuels

1 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

A – ACTIVITE DE L'EXERCICE 2020-2021

L'exercice social clos le 31 Août 2021 a une durée de 12 mois.
L'exercice précédent clos le 31 Août 2020 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 4 124 334,32 euros.

Le résultat net comptable de l'exercice est un bénéfice de 915 885,70 euros.

B – FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE 2020 – 2021

Eléments significatifs : COVID-19

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

Prêts Garantie Etat auprès du CIC et de la BNP pour 150 000 euros obtenus respectivement les 28 septembre 2020 et 3 novembre 2020.

A la date d'arrêté des comptes, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

C – DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL

L'organisme de gestion (OGEC) a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du Comité national de l'Enseignement catholique, des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Conformément à l'article134 du statut de l'Enseignement catholique, « *l'organisme de gestion a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale d'un ou plusieurs établissement(s) ; il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique. Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif. Il est l'employeur des personnels de droit privé* »

L'OGEC peut se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation (formation initiale scolaire, formation par apprentissage, formation continue) et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

L'OGEC peut passer convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

L'OGEC peut acquérir tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

D – DESCRIPTION DES ACTIVITES REALISEES

Activités pédagogiques	Activités annexes
-Enseignement secondaire : Collège, lycée technologique, professionnel -Enseignement supérieur : BTS, Licence, BACHELOR -Formation initiale par apprentissage : CFA -Centre de formation professionnelle continue	-Restauration scolaire -Etude surveillée -Internat

2 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'autorité des Normes comptables homologué par arrêté ministériel du 26 décembre 2018 relatif au plan comptable général.

A - PLAN COMPTABLE

Comme pour l'exercice passé, les comptes annuels de l'exercice 2020-2021 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable des établissements d'enseignements privés.

La mise en conformité avec la réglementation comptable applicable aux entités du secteur non lucratif et l'harmonisation des plans comptables assurée par la Fédération des Ogec a eu pour résultat l'évolution des comptes de produits concernant la présentation :

- de la contribution des familles et des prestations annexes aux familles,
- des produits des activités annexes,
- des concours publics comptabilisés en produits (comptes 73),
- des aides à l'emploi (apprentis et contrats aidés).

B - METHODE D'AMORTISSEMENTS

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

A compter de l'exercice 2005/2006, il est fait application des règlements CRC 2004-06 relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs et CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

La première application desdits règlements a été effectuée selon la méthode prospective. A l'exception des bâtiments (Bâtiments A-B, C et du gymnase), aucune décomposition ne s'est avérée nécessaire et les durées d'amortissements économiques pratiquées reflètent les durées d'utilisation.

En ce qui concerne les bâtiments, les éléments décomposés, ont été amortis selon la manière suivante :

- structure : 30 ans
- agencements extérieurs : 20 ans
- agencements intérieurs : 15 ans

C - PROVISION POUR ENGAGEMENT DE RETRAITE

Voici les hypothèses de calcul de l'engagement retraite au 31/08/2021 :

- Table de mortalité utilisée : TF 00-02 et TH 00-02
- Taux d'actualisation 1,04 %
- Initiative du départ : salarié
- Taux de progression des salaires pour toute catégorie : 1,10 % constant
- Table de rotation du personnel : 4 % constant
- Age de départ : 65 ans
- 2 catégories : cadre et non cadre

- **Montant :** le montant total de l'engagement de retraite a été estimé à 96 077 euros.

D - PROVISION DES RISQUES SUR CREANCES LITIGIEUSES

Méthode utilisée : voir tableau ci-après.

E – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

AUMONERIE : comme les années précédentes, cette activité est prise en charge par une équipe d'enseignants regroupée autour de Sœur Agnès KAINDA, et offerte bénévolement au service de l'école. Le coût réel de cette intervention est évalué par comparaison à l'activité d'un animateur-éducateur cadre, dont le traitement dépend de l'indice de la fonction publique.
La valorisation de l'exercice est de 5 452 €.

PRET EN NATURE D'UN LOCAL (anciennement le COMMODAT) : L'Union Saint-Michel dispose de la Chartreuse à titre gratuit dans le cadre d'un protocole d'occupation.
Le bail signé pour une durée de 25 années à compter du 1er octobre 1972, soit jusqu'au 1er octobre 1997, renouvelé au terme pour la même durée, soit jusqu'au 1er octobre 2022, permet à l'OGEC de disposer gratuitement de bâtiments représentant une surface utile de 10 842 m^2.
Le droit d'usage gratuit a été évalué à partir de l'estimation de valeur à neuf multipliée par 2 % par année de jouissance pour l'ensemble de la durée du bail, soit 25 années. La valeur totale de ce droit est de 6 505 452 €, soit 260 218 € par an.

F – ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié d'autres faits significatifs que ceux mentionnés dans les faits majeurs de l'exercice.

3 NOTES SUR LE BILAN ACTIF

A – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES, GREVEES DE DROIT ET FINANCIERES

Les Immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	44 856	4 529	8 815	40 570
Immobilisations corporelles	16 720 004	557 392	246 232	17 031 164
Immobilisations grevées de droit	0			0
Immobilisations financières	121 827		5 452	116 374
En cours	193 561	371 610	352 860	212 310
Total des immobilisations corporelles et incorporelles	**17 080 248**	**933 531**	**613 360**	**17 400 419**

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution / Ajustement et retraitement	A la clôture
Immobilisations incorporelles	32 402	5 058	8 815	28 645
Immobilisations corporelles	15 173 623	434 229	246 232	15 361 620
Titres mis en équivalence	0			0
Immobilisations financières	0			0
Total des Amortissements	**15 206 025**	**439 287**	**255 047**	**15 390 265**

B – CREANCES

Aucune modification n'est intervenue dans la présentation du poste et dans les méthodes d'évaluation retenues.

Les Créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une Provision pour Dépréciation est pratiquée lorsque la Valeur d'Inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Etat des créances : 798 465 €

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	116 374		116 374
Actif circulant et charges d'avance	682 091	682 091	
Total	**798 465**	**682 091**	**116 374**

Dépréciations : 58 132 €

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations	Reprises	A la clôture
Dépréciations sur comptes clients	60 303	12 823	14 994	58 132
Total	**60 303**	**12 823**	**14 994**	**58 132**

Produits à recevoir : 165 244 €

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	164 521
Disponibilités	723
Total	**165 244**

Charges constatées d'avance : 155 179 €

Charges constatées d'avance		Montant
486000	Charges constatées d'avance	155 179
Total		**155 179**

4 NOTES SUR LE BILAN PASSIF

A – FONDS ASSOCIATIFS

Fonds propres associatifs	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Valeur patrimoine intégré	510 197			510 197
Subventions d'invest. biens renouvelables	0			0
Dons et legs	6 234			6 234
Fonds réserves investissements	1 469 350			1 469 350
Report à nouveaux débiteur	-746 971	501 374		-245 598
Résultat de l'exercice	501 374	915 886	501 374	915 886
Total des Fonds Propres	**1 740 184**	**1 417 259**	**501 374**	**2 656 070**

Autres fonds associatifs	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Legs et Donations	0			0
Subventions d'investissement	5 376 985	293 307	218 723	5 451 569
Quote-part subv. d'invest. virée au résultat	-4 748 680	218 723	227 820	-4 757 777
Droits des propriétaires (commodats)	0			0
Total des Autres Fonds Associatifs	**628 305**	**512 030**	**446 543**	**693 792**

B – SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Subventions d'investissement	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
ETAT	0	54 062		54 062
REGION CFA	177 441	35 404		212 845
REGION PEDAGO LYCEE	1 053 468	35 940	64 654	1 024 754
REGION AUTRE LYCEE	1 787 186	112 499		1 899 685
REGION DEPARTEMENT	145 473	2 000		147 473
ANFA	120 598	12 986	580	133 004
ANFA CFA	86 097			86 097
AUTRES ORGANISME	133 551	40 416		173 967
TAXE APPRENTISSAGE	1 756 495		153 490	1 603 006
TAXE APPRENTISSAGE CFA	116 676			116 676
Total	**5 376 985**	**293 307**	**218 723**	**5 451 569**

Subventions d'investissement inscrites au résultat	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
ETAT	0	5 271		5 271
REGION CFA	77 108	39 657		116 766
REGION PEDAGO LYCEE	904 222	42 970	64 654	882 538
REGION AUTRE LYCEE	1 607 886	48 020		1 655 906
REGION DEPARTEMENT	127 171	3 304		130 475
ANFA	94 487	31 567	580	125 474
ANFA CFA	29 591			29 591
AUTRES ORGANISME	127 551	4 638		132 189
TAXE APPRENTISSAGE	1 712 781	28 683	153 490	1 587 974
TAXE APPRENTISSAGE CFA	67 884	23 709		91 593
Total	**4 748 680**	**227 820**	**218 723**	**4 757 777**

C – PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations	Reprises	A la clôture
Provisions pour pensions et oblig. Similaires	86 442	16 309	6 674	96 077
Provisions pour grosses réparations	225 453		56 364	169 089
Autres provisions pour risques et charges	0			0
Total des Autres Fonds Associatifs	**311 895**	**16 309**	**63 038**	**265 166**

D – DETTES

Etat des échéances des dettes : 497 210 €

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissement de crédit	150 000	150 000		
Dettes financières diverses	8 194	8 194		
Fournisseurs	102 733	102 733		
Dettes fiscales et sociales	132 400	132 400		
Dettes sur immobilisations	36 627	36 627		
Autres dettes	12 336	12 336		
Produits constatés d'avance	54 921	54 921		
Total	**497 210**	**497 210**	**0**	**0**

Charges à payer : 79 981 €

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédits	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	35 035
Dettes fiscales et sociales	44 946
Autres dettes	
Total	**79 981**

Produits constatés d'avance : 54 921 €

Produits constatés d'avance		Montant
487000	Produits constatés d'avance	54 921
Total		**54 921**

5 AUTRES INFORMATIONS

A – REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

B – ENGAGEMENTS DONNES

Nature des engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals & cautions	
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Autres engagements	
TOTAL	**0**

C – DECOMPOSITION DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément au décret n°2008-1487 du 30 Décembre 2008, les honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat se décomposent comme suit :

- Honoraires au titre du contrôle légal des comptes : 7 208 euros ;
- Honoraires au titre des conseils et prestations de services entrant dans le cadre des diligences directement liées : néant.

6 ANNEXES TECHNIQUES

RESULTAT EXCEPTIONNEL DE L'EXERCICE			
	Le résultat exceptionnel s'élève à		33 802
	Les produits exceptionnels se décomposent en		
M.MME REGNIER JEAN MARC		630	
ANNUL CHQ / CB		122	
ANNUL VIRT ALSA France		83	
CESSIONS IMMOBILISATIONS		2 750	
Reprise provisions exceptionnelles travaux		56 364	
	Total produits exceptionnels	**59 948**	
	Les charges exceptionnelles se décomposent en		
BATT	Travaux exceptionnels	1 440	
ETUDES	Honoraires projet rénovation Chartreuse	24 707	
	Total charges exceptionnelles	**26 147**	

TABLEAU DE L'EVOLUTION DES CLASSES DE L'ETABLISSEMENT

	Exercice 2020 - 2021						Exercice 2019 - 2020
CLASSE	Collège	CAP	BAC PRO en 3 ans	BTS	SOUS-TOTAL	**TOTAL**	**TOTAL**
COLLEGE							
- 6ème	1				1	1	1
- 5ème	1				1	**1**	**1**
- 4ème	1				1	**1**	**1**
- 3ème	1				1	**1**	**1**
TOTAL COLLEGE	4	-	-	-	4	**4**	**4**
LYCEE PROFESSIONNEL							
P1 - Classes du secteur tertiaire						**2**	**2**
3ème DP6	2				2		(2)
P2 - Classes du secteur industriel						**21**	**21**
Conduite		3	3		6		(6)
Mécanique automobile (mixité scol-app)			6		6		(6)
Electrotechnique			3		3		(3)
Menuiserie			3		3		(3)
Froid et climatisation			3		3		(3)
TOTAL LYCEE PROFESSIONNEL	2	3	18	-	23	**23**	**23**
LYCEE TECHNOLOGIQUE							
TS2 - Sections de techniciens supérieurs						**4**	**4**
Fluides Energies Environnements				2	2		(2)
Electrotechnique				2	2		(2)
TOTAL LYCEE TECHNOLOGIQUE	-	-	-	4	4	**4**	**4**
TOTAL SCOLAIRE	**6**	**3**	**18**	**4**	**31**	**31**	**31**
CAP						**1**	
Maintenance des Bâtiments de Collectivité		1			1		
BAC PRO						**3**	**5**
Mécanique automobile			3		3		(3)
Froid et climatisation					-		(1)
BTS						**4**	**4**
Mécanique automobile				2	2		(2)
Froid et climatisation				2	2		(2)
POST BTS						**1**	
LICENCE PRO				1	1		
TOTAL APPRENTISSAGE	**-**	**1**	**3**	**5**	**9**	**9**	**9**

TABLEAU DE L'EVOLUTION DE LA POPULATION DE L'ETABLISSEMENT

SCOLAIRE	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	MOYENNE 2020 - 2021	MOYENNE 2019 - 2020
COLLEGE					
TOTAL COLLEGE	**86**	**84**	**82**	**84**	**93**
LYCEE PROFESSIONNEL					
C2 - 3ème PREPA METIERS	27	27	27	**27**	**41**
P2 - Classes du secteur industriel	341	333	332	**335**	**318**
TOTAL LYCEE PROFESSIONNEL	**368**	**360**	**359**	**362**	**359**
LYCEE ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE					
TS2 - Sections de techniciens supérieurs (industriel)	37	36	36	**36**	**42**
TOTAL LYCEE TECHNOLOGIQUE	**37**	**36**	**36**	**36**	**42**
TOTAL SCOLAIRE	**491**	**480**	**477**	**482**	**494**
EXTERNES	30	30	30	**30**	**35**
DEMI-PENSIONNAIRES	266	262	265	**264**	**233**
INTERNES	195	188	182	**188**	**226**
EFFECTIF GLOBAL SCOLAIRE	**491**	**480**	**477**	**482**	**494**
Variation sur effectif moyen de l'année précédente				-2.43%	4.66%

APPRENTIS	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	MOYENNE 2020 - 2021	MOYENNE 2019 - 2020
CAP - année 1	9	10	10	**10**	
CAP - année 2	0	0	0	**-**	
BAC PRO - année 1	9	11	9	**10**	**9**
BAC PRO - année 2	13	14	14	**14**	**16**
BAC PRO - année 3	24	27	26	**26**	**18**
BTS - année 1	67	67	65	**66**	**57**
BTS - année 2	51	49	49	**50**	**46**
LICENCE	8	8	8	**8**	
EFFECTIF GLOBAL APPRENTIS	**181**	**186**	**181**	**184**	**146**
EXTERNES	43	46	45	**45**	**49**
DEMI-PENSIONNAIRES	70	70	68	**70**	**29**
INTERNES	68	70	68	**69**	**68**
Variation sur effectif moyen de l'année précédente				26.03%	-10.98%

TABLEAU DE REPARTITION DES EFFECTIFS DU PERSONNEL

	Exercice 2020-2021		Exercice 2019-2020		Exercice 2018-2019	
	ETP	Effectif	ETP	Effectif	ETP	Effectif
FONCTIONNEMENT DES LOCAUX						
Personnel d'entretien des bâtiments	2.40	3	4.40	5	4.40	5
Personnel de ménage & cuisine	6.50	8	7.00	8	7.33	8
Gardiennage			1.00	2	2.00	2
TOTAL FONCTIONNEMENT DES LOCAUX	**8.90**	**11**	**12.40**	**15**	**13.73**	**15**
VIE SCOLAIRE (ENCADREMENT EDUCATIF)						
Directeur de la vie scolaire	0.40		0.40		0.40	
Responsables de division	2.00	2	2.00	2	1.50	2
Surveillants d'externat	2.00	2	2.00	2	2.83	3
Responsable de l'internat	1.00	1	1.00	1	1.00	1
Surveillants d'internat	2.00	2	2.00	2	3.25	4
TOTAL ENCADREMENT EDUCATIF	**7.40**	**7**	**7.40**	**7**	**8.98**	**10**
SERVICE MEDICAL						
Infirmière - Secrétaire médicale	0.80	1	0.80	1	0.80	1
Aide-soignante secouriste						
TOTAL SERVICE MEDICAL	**0.80**	**1**	**0.80**	**1**	**0.80**	**1**
ADMINISTRATION GENERALE						
Directeur	1.00	1	1.00	1	1.00	1
Directeur de cycle pédagogique		1		1		1
Comptables	2.00	2	2.00	2	2.00	2
Secrétaires	1.00	1	1.00	1	1.33	2
TOTAL ADMINISTRATION GENERALE	**4.00**	**5**	**4.00**	**5**	**4.33**	**6**
*** TOTAL PERSONNEL NON ENSEIGNANT**	**21.10**	**24**	**24.60**	**28**	**27.84**	**32**
Personnels enseignant en CFA et CFC *	9.46		5.00		3.57	
Directrice Pédagogique	0.18		0.18		0.18	
Chef des travaux	0.17		0.17		0.17	
*** TOTAL PERSONNEL OGEC**	**30.91**		**29.95**		**31.76**	
PROFESSEURS SOUS CONTRAT OU EN DELEGATION						
Enseignants	70.96	81	68.30	76	63.29	73
Documentaliste	0.75	1	0.75	1	0.75	1
DDFPT	1.00	1	1.00	1	1.00	1
*** TOTAL PROF. SOUS CONTRAT OU EN DELEGATION**	**72.71**	**83**	**70.05**	**78**	**65.04**	**75**
TOTAL GENERAL	**103.62**	**107**	**100.00**	**106**	**96.81**	**107**

* calcul ETP Formateurs fait sur 35 h à partir de 2018-2019 (fait sur 18h comme les enseignants avant)